

## Extrait de la Résolution du Comité Central du Parti communiste (24 juin 1950)

**Légende:** Le 24 juin 1950, le comité central du Parti communiste français (PCF) adopte une résolution dans laquelle il dénonce violemment le plan Schuman.

**Source:** Fondation Jean Monnet pour l'Europe, [s.l.]. Archives Jean Monnet. Fonds AMG. 27/2/8.

L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 24.06.1950. Paris: L'Humanité.

**Copyright:** (c) L'Humanité

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/extrait\\_de\\_la\\_resolution\\_du\\_comite\\_central\\_du\\_parti\\_communiste\\_24\\_juin\\_1950-fr-d9faa0a8-a227-4745-9271-497396223c07.html](http://www.cvce.eu/obj/extrait_de_la_resolution_du_comite_central_du_parti_communiste_24_juin_1950-fr-d9faa0a8-a227-4745-9271-497396223c07.html)

**Date de dernière mise à jour:** 24/10/2012

## Extrait de la Résolution du Comité Central du Parti communiste (24 juin 1950)

Le Comité Central constate une accélération grandissante des préparatifs de guerre, le retour à une économie de guerre, qui dans le cadre du plan Marshall et par le Pacte Atlantique, rappelle "l'économie européenne" de l'occupation.

Le passage à l'économie de guerre s'exprime par la stagnation ou le recul de la production des objets de consommation courante, non destinés à la guerre. Le passage à l'économie de guerre approfondit ainsi le déficit budgétaire avec, comme principales conséquences : la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, le rejet des revendications des fonctionnaires, des vieux travailleurs, des pensionnés, des anciens combattants, anciens prisonniers de guerre et victimes de guerre, et l'alourdissement des impôts qui écrasent les paysans, les classes moyennes et l'ensemble des contribuables.

Cette économie de guerre trouve sa consécration dans le plan Schuman, inspiré par les capitalistes américains, et qui aboutit à livrer les industries minières et sidérurgiques françaises aux magnats de la Ruhr, anciens bailleurs de fonds de Hitler. La création d'un consortium du charbon et de l'acier pour la France, l'Allemagne de l'Ouest et d'autres pays de l'Europe occidentale exprime la volonté des impérialistes américains de renforcer leur domination sur ces pays. Elle aidera au relèvement d'une Allemagne de l'Ouest, fasciste et revancharde. Elle est une trahison de l'intérêt national français. Elle vise à la mise en activité d'un vaste arsenal ayant pour centre la Ruhr, à la préparation plus accélérée de la guerre antisoviétique et à l'exploitation accrue des travailleurs.

Le Comité Central salue comme une importante manifestation d'internationalisme prolétarien et comme une contribution efficace à la défense de la paix, le manifeste commun de la C.G.T. et de la Fédération des Syndicats Libres Allemands, qui appelle les travailleurs de France et d'Allemagne à l'action commune contre le plan Schuman.

Le Comité Central constate que le plan Schuman reçoit l'approbation des dirigeants socialistes de droite, qui continuent ainsi à servir les impérialistes et portent une lourde responsabilité dans la préparation d'une troisième guerre mondiale.

Les divergences entre dirigeants travaillistes anglais et dirigeants socialistes de droite des autres pays européens sont le reflet des oppositions d'intérêts qui se manifestent entre puissances impérialistes et aussi dans la compétition entre la Grande-Bretagne et la France pour jouer le rôle de courtiers des impérialistes américains en Europe.